



Canadian Pork Council  
Conseil canadien du porc

Allocution de Rick Bergmann et Doug Ahrens pour la comparution du CCP devant le Comité de l'Agriculture et l'agro-alimentaire au sujet de l'évaluation des programmes sur la gestion des risques de l'entreprise, le vendredi 19 juin 2020.

## **Introduction**

Nous vous remercions de nous avoir invités à comparaître devant le Comité pour parler de ce sujet important. Je m'appelle Rick Bergmann. Je suis le président du Conseil canadien du porc et un éleveur de porcs du Manitoba. Je suis accompagné aujourd'hui de Doug Ahrens, membre de notre comité exécutif et président de notre Comité sur la gestion des risques de l'entreprise. Il est également un éleveur de porcs de l'Ontario.

## **Les éleveurs de porcs traversent une période difficile...**

Dans un monde idéal, nous pourrions passer les deux prochaines années à essayer de trouver une solution au programme Agri-stabilité qui ferait partie du prochain cadre stratégique agricole. Cependant, comme les éleveurs sont au bord de la catastrophe, les gouvernements doivent agir rapidement pour corriger ce programme. Le gouvernement fédéral doit faire preuve de leadership.

Voici les mesures correctives qui devraient être apportées au programme Agri-stabilité selon le Conseil canadien du porc et la plupart des autres groupes d'agriculteurs.

- Tout d'abord, il faut augmenter le seuil à 85 %.
- Deuxièmement, il faut supprimer les plafonds.
- Troisièmement, il faut éliminer la limite de la marge de référence.

Nous savons que les gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux discutent de ces changements, mais ils ne parviennent pas à s'entendre pour déterminer qui devrait payer.

Il n'est pas important pour les éleveurs que les coûts soient répartis, comme d'habitude, selon une proportion de 60/40 ou qu'ils soient couverts à 90 % par le gouvernement fédéral au cours des trois prochaines années en raison de la crise de la COVID-19. Ce qui compte, c'est que des changements soient apportés.

Et même si de tels changements sont apportés, les éleveurs assumeront la plus grande part des pertes.

J'aimerais prendre quelques minutes pour vous rappeler les défis auxquels sont confrontés les éleveurs de porcs alors qu'ils s'emploient à nourrir les familles au Canada et dans le monde entier.

En 2018, la guerre commerciale opposant la Chine aux États-Unis a entraîné une chute des prix qui a atteint 37 % entre les mois d'août et septembre. Les prix des porcs canadiens sont fixés en fonction de ceux du marché américain et nos éleveurs ont subi des pertes de plus de 40 \$ par porc dans certaines régions.

Depuis 2015, le cheptel porcin américain a rapidement augmenté; en mars 2020, on notait une hausse de 6 % du nombre de troupeaux reproducteurs et de 17 % pour l'inventaire global. Cette augmentation incroyable de l'offre a fait chuter les prix à la fois aux États-Unis et au Canada.

Le gouvernement américain est intervenu et a accordé, en mai 2019, 16 milliards de dollars aux éleveurs. Pour leur part, les éleveurs canadiens n'ont ABSOLUMENT rien reçu.

Et maintenant nous faisons face au coronavirus. Le prix du marché est extrêmement volatile et personne ne sait ce que l'avenir nous réserve.

L'impact de la pandémie sur le marché du porc est important. On s'attend à ce que l'industrie porcine canadienne perde 675 millions de dollars. Le Québec a récemment estimé que les éleveurs de sa province perdront 150 millions de dollars. Le secteur des porcelets sevrés continue de perdre entre 20 \$ et 30 \$ par porcelet, et certains porcelets sont même donnés gratuitement.

Selon les renseignements fournis par le ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation et des Affaires rurales de l'Ontario, on prévoit que le prix du marché pour les éleveurs dans l'ensemble du Canada sera de loin inférieur au coût de production. D'ici la fin de 2020 et pendant une bonne partie de 2021, on prévoit que les éleveurs perdront entre 35 \$ et 65 \$ par porc commercialisé.

Les éleveurs de porcs canadiens se heurtent constamment à des difficultés en raison de facteurs hors de leur contrôle et les **programmes actuels de gestion des risques de l'entreprise ne sont pas utiles.**

Malgré toutes les souffrances, les programmes de gestion des risques de l'entreprise aident peu les éleveurs de porcs.

On croit à tort que le financement de 1,6 milliard de dollars investi par les gouvernements dans ces programmes profite aux éleveurs de porcs qui en ont besoin.

Si c'était le cas, je n'aurais pas besoin d'être ici aujourd'hui.

Tout d'abord, 55 % de ce soutien est destiné aux primes pour l'assurance-récolte, ce qui n'aide nullement les éleveurs de porcs qui sont dans le pétrin en raison de la crise de la COVID-19.

Deuxièmement, le programme Agri-investissement verse du financement aux agriculteurs, peu importe leurs besoins. Certains agriculteurs ont un bilan positif, alors que d'autres doivent piger dans leurs liquidités dès qu'elles sont disponibles, ce qui ne leur laisse aucune marge de manœuvre pour des périodes comme celle que l'on vit. Le solde du compte d'un éleveur de porcs moyen représente moins de 2 % des frais de la ferme.

Troisièmement, le programme Agri-relance n'a pas vraiment fait ses preuves. Les gouvernements l'appellent un programme d'aide en cas de catastrophe, mais la COVID-19 est une catastrophe et le programme a fait très peu pour aider les éleveurs.

Finalement, le programme Agri-stabilité est un programme problématique. Les gouvernements, tous partis confondus, ont effectué des coupures dans le programme; il est donc devenu un outil inutile de gestion des risques. Les éleveurs n'ont pas confiance en ce programme en raison de son soutien financier limité et du manque de prévisibilité.

L'industrie agricole doit donc composer avec une approche fragmentée en matière de gestion des risques de l'entreprise. Certaines provinces offrent d'autres programmes pour aider les éleveurs. On compte notamment le Programme d'assurance stabilisation des revenus agricoles (ASRA) au Québec, le programme de gestion des risques de l'Ontario et la décision du gouvernement de la Colombie-Britannique d'accoître la couverture des marges de 70 % à 80 %. L'Île-du-Prince-Édouard augmentera à 85 % la part provinciale d'une augmentation de la couverture.

Les éleveurs apprécient le soutien, mais cette approche fragmentée pour remédier aux problèmes fondamentaux du programme Agri-stabilité pourrait avoir des répercussions commerciales et ne permet certainement pas aux éleveurs de toutes les provinces de se livrer une concurrence équitable.

## **Régler les problèmes des programmes de gestion des risques de l'entreprise**

Ces renseignements ne sont pas nouveaux. Pour les groupes agricoles, essayer de régler les problèmes des programmes de gestion des risques de l'entreprise équivaut à tourner en rond. Il est triste de penser au temps et à l'énergie que nous avons tous consacrés pour tenter de remédier aux problèmes de ces programmes et de constater finalement que la situation continue de s'aggraver.

### **Regard vers l'avenir**

Les éleveurs canadiens n'ont pas oublié la nécessité de se préparer en cas d'éclosion de la peste porcine africaine. Le risque demeure bien présent. Comme nous l'a montré la COVID-19, les programmes de gestion des risques de l'entreprise n'ont pas la capacité d'appuyer les éleveurs pendant un effondrement de marché. Une éclosion de peste porcine africaine serait encore plus dévastatrice pour le secteur du porc. Il faut se doter d'une nouvelle approche.

Afin d'atténuer les difficultés pour assurer le bien-être des animaux et des gens et le respect de l'environnement dans le contexte d'une décroissance aussi importante, les éleveurs doivent savoir qu'ils bénéficieront du soutien nécessaire.

Je n'ai malheureusement pas le temps de parler des changements à long terme, mais j'aimerais terminer avec une idée pour l'avenir.

Disons-le simplement : il existe d'autres options. Nous sommes coincés dans un univers où on ne fait que parler des solutions aux problèmes du programme Agri-stabilité. Nous sommes tombés dans un trou et nous devons nous en sortir.

### **Conclusion**

Finalement, notre message est très simple.

- Les éleveurs traversent une période difficile. La COVID-19 ne fait qu'aggraver une situation déjà problématique.
- Les programmes de gestion des risques de l'entreprise font peu pour aider les éleveurs dans des périodes où ils en auraient besoin.
- Des améliorations ciblées pourraient régler rapidement les problèmes du programme Agri-stabilité.
- Il faut apporter des améliorations à long terme à l'ensemble des programmes de gestion des risques de l'entreprise.

Je vous remercie de votre temps. Je serai heureux de répondre à vos questions.